

Le très hon. M. BENNETT: Nous avons promis de lever la séance à une heure raisonnable. Le personnel des reporters est un peu fatigué, et j'avais eu l'intention de proposer de lever la séance à minuit moins le quart. Je pense que, dans les circonstances, l'honorable député comprendra que nous ne pouvons terminer ce soir l'étude de ce crédit et, vu le travail accompli par les reporters, je crois que le comité ferait bien de mettre fin à ses délibérations.

L'hon. M. RALSTON: Je pourrais terminer en trois minutes.

Le très hon. M. BENNETT: Mais l'examen du crédit serait-il épuisé?

L'hon. M. RALSTON: Je désire dire à mon honorable ami le ministre des Pêcheries que j'ignore qui a été vu par son représentant là-bas. Je sais seulement que l'on m'a fait observer qu'il n'y avait eu d'entente d'aucune sorte au sujet de la saison de six semaines, et je ne pense pas que mon honorable ami devrait parler de convention dans ces circonstances. Voici la situation: Les pêcheurs avaient besoin de quelque chose pour leur permettre de vivre durant l'hiver, parce que les temps avaient été bien plus pénibles que d'habitude. Mon honorable ami sait que le prix du poisson de fond était très faible et le marché laissait à désirer. Ces hommes ont eu besoin de secours de chômage et le Gouvernement leur a dit: "Vous pouvez pêcher le homard". Ils ont eu la permission de faire cette pêche durant six semaines, et le ministre déclare maintenant qu'il y avait une entente en vertu de laquelle ces pêcheurs, dans ces conditions, allaient être empêchés de réclamer non pas une prolongation de délai, mais seulement une saison régulière. Le ministre et l'ex-ministre ont employé le mot prolongation. Personne ne demande de prolongation. L'ancien ministre dit que les pêcheurs demandaient souvent une prolongation de délai, mais je lui ferai observer que cette année, ils ne demandent que la saison régulière. Je prétends donc que mon honorable ami n'a pas le droit de parler d'entente.

En second lieu, en ce qui concerne les autres intéressés, puis-je demander pourquoi mon honorable ami se montre si scrupuleux à leur égard, alors que dans le passé la saison a toujours été la même et qu'il n'a pas été suggéré de réduire de dix jours la saison dans l'ouest de la Nouvelle-Ecosse afin de faire l'affaire de quelques autres personnes de la rive nord ou de l'est. Cette année, il y a dix jours de moins parce que, nous dit-on, quelques autres personnes vont en souffrir. Comme je l'ai dit au ministre l'autre

[L'hon. M. Ralston.]

soir, allez-vous enlever dix jours parce que quelques-uns n'aiment pas la saison? Naturellement, les concurrents dans d'autres endroits désireraient que la saison fût aussi brève que possible. Mais les saisons sont fixées depuis quelque temps par un décret du conseil, et elles empiètent l'une sur l'autre. Maintenant, les fabricants de conserves et les commerçants de Boston ont vu qu'il y avait quelque chose à faire pour eux cette année et ont dit: "Nous n'aurons pas d'empiètement quant à la saison. Les pêcheurs de l'ouest de la Nouvelle-Ecosse ont dix jours de moins et nous allons nous assurer que ces dix jours ne seront pas rétablis." Ce n'est guère un argument que de dire que d'autres personnes dans quelque autre partie de la province voulaient que ces pêcheurs fussent privés de ces dix jours. Troisièmement, un mot au sujet de la conservation. Le ministre des Finances et moi-même nous ne connaissons pas grand'chose concernant le homard, bien que nous soyons nés tous deux près des rives du golfe. Mais je tiens à lui dire,—et il sera de mon avis, je crois,—que la pêche au homard se pratique depuis longtemps là-bas et qu'il a fallu plus de dix jours de pêche pour ruiner cette industrie. Je pense que toute cette sollicitude à propos de la conservation du homard en ce moment pourrait être laissée aux pêcheurs eux-mêmes, à ceux qui, après tout, essaient de gagner leur vie en exploitant cette industrie. Nous n'avons pas besoin de tant nous inquiéter au sujet de quelque chose qu'ils peuvent mieux faire eux-mêmes.

Quant au prix, le ministre n'a pas répondu à ce que j'ai dit. D'après une lettre que j'ai reçue d'un directeur de la Maritime Fisheries Federation, le prix a monté—et non pas baissé—de 5 cents la livre depuis cinq jours. Et cela en dépit de toutes les représentations que mon honorable ami a reçues des commerçants de Boston, et je lui répète qu'il vaut mieux ignorer ces commerçants de Boston et permettre à nos pêcheurs de vivre, surtout de ce temps-ci. Je fais cette observation parce que des lettres m'ont été adressées à cet égard. Si le ministre n'a encore reçu aucune plainte, il aura ma lettre demain matin. Encore un point. Je m'adresse à mon honorable ami le ministre des Pêcheries: supposons qu'il y aurait eu une entente, même un engagement signé de ne pas réclamer pour la saison régulière, que pensait-il de la situation actuelle, quand le mois de mars a été pour ainsi dire nul? J'ai ici deux lettres, toutes deux en date du 29 mars. Voici un extrait de la première:

Les temps sont durs; les pêcheurs de homards n'ont pas pu tendre leurs pièges encore à cause